

Introduction

Nous sommes en 2016. Les tyrannies des statuts politique, phratique et ethnique qui ont eu raison de la raison depuis longtemps, rattrapent encore le Congo. Alors qu'elles devraient faire place neuve à une nouvelle conformité sociétale, issue de la nouvelle forme d'organisation de l'État, avec la nouvelle Constitution et des nouvelles institutions républicaines, elles ont émergé avec une telle violence, courant avril 2016, que l'on peut craindre, à juste titre, que l'expérience démocratique ne soit qu'une petite parenthèse. Mais il faut penser et construire l'avenir : il faut penser et construire le développement intégral de la société congolaise, avec comme intention stratégique la prospérité, le mieux-être et le mieux-vivre pour chacun et pour tous, ce que d'aucuns appellent « le développement », dont l'émergence constitue la phase intermédiaire.

Il est grand temps qu'on y pense sérieusement, étant donné le nombre de rendez-vous manqués sur les plans politique, économique et social : celui du programme économique du Président Fulbert Youlou qui fut une expérience inachevée ; celui de l'appareil productif d'État qui s'est révélé être un gâchis idéologique et celui du « plan quinquennal 1981-1986 » qui fut un gâchis bureaucratique.

Si « la nouvelle espérance » et le « chemin d'avenir » ont posé indéniablement les bases d'une infrastructure

économique et sociale, force est de constater que ces deux intentions stratégiques n'ont pas résolu deux problèmes : la question de la démocratie en tant que mode de gestion d'une Cité en phase de développement, et l'épineux problème de l'érection d'une base productive nationale, faute de clarification du mode de génération et du rôle d'une classe productive nationale. Et faute de base productive nationale, cohérente et diversifiée, les infrastructures quelles qu'elles soient, finissent par devenir obsolètes, sans avoir boosté la production nationale.

- Comment expliquer une espèce de reculs politique et économique, alors que le Congo a réalisé sa transition démocratique et qu'il dispose d'un potentiel capitalistique naturel et infrastructurel significatif ?

- Quel est le nouveau paradigme systémique à mettre en action pour amorcer le développement économique et mettre fin à la croissance sans développement ?

- Quel est le levier qu'il faut actionner pour qu'enfin, le soleil se lève sur la société congolaise et dispense de manière durable son éclat et sa lumière sur toutes les forces productives ?

Pour répondre à ces questions cruciales, il serait raisonnable de sortir du paradigme politico-économique plus ou moins néo-patrimonial ambiant en Afrique, qui est voué en réalité à l'échec, pour une approche systémique du comportement humain orienté vers le progrès, en nuancant l'exemplarité de *l'homo politicus* et de *l'homo oeconomicus* traditionnels. Par exemple, ce dernier est défini comme un agent agissant avec rationalité dans toute la sphère

économique. Il calcule tout pour maximiser son intérêt, sa satisfaction. Si un tel homme existe, et si toute la société adopte son comportement, alors la société fonctionne à l'optimum. Un tel homme a en lui, un logiciel mental qui lui permet de maximiser sa satisfaction par des décisions raisonnées. Il se trouve que les faits économiques et sociaux nous montrent tout à fait le contraire.

En effet, Dominique Léger³, dans sa critique du livre de Daniel Cohen, montre que « l'homo economicus, devenu "le prophète égaré", [est] synonyme de creusement des inégalités (nord/sud, entre les nations, au sein des nations) ; il génère l'hyperclasse, ghettoïse les pauvres, [crée] des arrogants et des candidats à l'arrogance, le solde [de la société étant] des indignés ».

Rien de ce que prédit *l'homo oeconomicus* ne s'est réalisé nulle part. Bien au contraire, le monde actuel, « par ses bouleversements, ses révolutions, ses menaces de guerres, mais aussi par sa financiarisation à outrance aux dépens de l'économie réelle, a déstructuré ce que Simons appelle « la rationalité substantive »⁴, celle liée à un but précis.

Quant à la rationalité politique, elle ne régule qu'en équilibre instable la gestion de la Cité congolaise, les hommes politiques, pour l'essentiel, agissant beaucoup plus en fonction de leurs intérêts propres qu'en fonction de la rationalité collective.

³ LÉGER, Dominique, (2012). « L'homo economicus de Daniel Cohen : pour remettre l'homme dans le droit chemin », l'Obs le Plus, du 5 novembre 2012. Article en ligne sur <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/683944-homo-economicus-de-daniel-cohen-pour-remettre-l-homme-dans-un-droit-chemin.html>

⁴ SIMON, H. A., (1992), « de la rationalité substantive à la rationalité procédurale »,

Aussi, pour lutter contre les inégalités, pour contenter tous les indignés et pour lutter contre toutes les formes d'arrogance, il faut une nouvelle manière de faire la politique, une nouvelle manière de gérer la Cité.

Il faut une rupture, c'est-à-dire, un management transformationnel, une gouvernance transformationnelle. Pour toutes ces raisons, il paraît nécessaire de procéder au Grand Remplacement des rapports de l'homme congolais à la connaissance, à l'éthique, à la politique et à l'économie.

Il est à noter que cette approche vient en complément de ce que propose Kitsoro F. Kinzounza⁵ en matière de management transformationnel. Ce dernier affirme en effet que « pour modifier les comportements, il faudrait donc changer les mentalités, les attitudes (les dispositions mentales), les habitudes et les modèles sociaux (...) »

Dans cette perspective, la Gouvernance politique apparaît comme un instrument stratégique de déprogrammation et de reprogrammation du logiciel mental collectif⁶. Or, changer signifie remplacer une chose par une autre. Dans le cas d'espèce, il s'agit de changer le logiciel mental des congolais. En somme, il faut un grand remplacement du logiciel mental de tous les acteurs de la vie nationale congolaise.

Le présent essai tente de poser les bases de ce grand remplacement. L'idée centrale du grand remplacement est la mise en œuvre de la stratégie ECSIER (Education, Citoyenneté, Santé, Infrastructures, Entreprises et Revenus)

⁵ KINZOUNZA, Kitsoro Firmin Christin, (2016), Le logiciel mental, facteur déterminant de l'émergence des pays africains, Évry, CesbcPresses, France, 96 pages.

⁶ Idem, p. 22.

comme nouvelle stratégie transformationnelle de la société congolaise, sur la base d'un logiciel mental orienté vers le progrès.

Par entreprise, on entend une unité de production de biens ou de services à but commercial, qu'elle soit familiale ou non. Il s'agit notamment des activités de production dans l'agriculture, le commerce et l'industrie, au sens large. Dans ce sens, cet essai s'articule autour de trois axes, la justification du grand remplacement, l'état des lieux avec le logiciel mental ambiant et les mécanismes de son formatage.